

DES IDÉES

DES ÉVÉNEMENTS

L'école et les jeunes

Un lieu de responsabilité partagée

par
Camille Laurin

Le ministre de l'Éducation a fait tenir au DEVOIR, en réponse aux étudiants qui s'adressaient à lui dans nos pages le 31 mai, une lettre leur expliquant les vues de son ministère sur la réforme de l'école au Québec.

Je vous remercie d'avoir pris la peine d'exprimer, par écrit, dans une lettre ouverte aux médias québécois, les sentiments qui vous animent face à l'école. Je ne suis pas surpris de vous voir condamner, non pas tant la nouvelle note de passage de 60% — qui est un appel à l'excellence — mais plutôt le climat qui

règne dans les écoles secondaires depuis déjà trop longtemps.

Je vous ici m'attarder à cette question car elle m'apparaît fondamentale. Comment, en effet, des étudiants peuvent-ils s'épanouir et recevoir une solide formation quand ils se sentent étrangers à tout ce qui compose l'école dans laquelle ils vivent?

A mes yeux, le cœur du problème de l'école secondaire, malgré les moyens importants dont elle dispose et les personnels qualifiés qui la servent, c'est d'avoir été conçue et fabriquée sur le modèle industriel, technocratique et dépersonnalisé, qui a prévalu si longtemps dans la grande entreprise.

Or, tout au contraire, l'école doit viser à devenir une maison où il fait bon vivre, où les étudiants se sentent chez eux parce qu'on y cultive des valeurs qu'ils partagent, qu'on y emploie des méthodes pédagogiques adaptées à leurs besoins et à leur niveau d'apprentissage, qu'on y crée un milieu dont ils assument toute leur part de responsabilité.

C'est pourquoi il me semble urgent qu'en humanise l'école, cet instrument essentiel du développement individuel et collectif des Québécois. Cette humanisation constitue également la seule et unique réponse au problème des décreveurs qu'il nous faut régler à tout prix.

Pour atteindre ces objectifs, il nous faut bâtir ensemble une école où le dialogue entre parents, enseignants et élèves se poursuit constamment sous le signe de la complémentarité, du respect, de l'amitié et du dépassement.

L'étudiant et l'étudiante ne sont pas des objets que l'on façonne. La transmission du savoir n'a rien à voir avec le travail en miettes et la production en série. La relation éducative ne peut être une

pure communication passagère, minutee, morcelée et anonyme. Cette conviction nous est commune. Elle inspire déjà notre nouveau régime pédagogique aussi bien que notre projet de réforme. Il s'agit en somme de créer un climat et un cadre institutionnel qui valoriseront et favoriseront tout aussi bien l'acte d'apprendre que l'acte d'enseigner.

Le défi de la compétence

A la faveur des discussions que j'ai eues avec plusieurs d'entre vous, j'ai annoncé la fin de l'ère de la normalisation comme vous le dites si bien. Ces améliorations considérables devraient diminuer les taux d'échec. Et qui plus est, vos diplômes auront désormais une valeur égale et reconnue, quelle que soit l'école où vous les aurez obtenus. C'est là un autre objectif qui nous est commun. Car vous refusez, comme moi, la mediocrité ou l'honnête moyenne. Ce que vous vou-

lez vous aussi relever, c'est le défi de la compétence et de la responsabilité.

Le défi de l'« implication »

Dans cette optique de faire « plus et mieux », je comprends mal que vous puissiez nous plaindre de la longueur de la journée scolaire et du nombre de jours de classe par année. Le Québec est à cet égard le moins exigeant des pays occidentaux. Notre journée scolaire est plus courte et notre année scolaire compte moins de jours qu'àilleurs. Je ne crois pas qu'on puisse prétendre à une plus grande compétence professionnelle en diminuant le temps d'enseignement au profit de récréations plus longues.

Par ailleurs, il m'apparaît souhaitable que l'on puisse diversifier les méthodes et les situations d'apprentissage. Je sais qu'on le fait dans plusieurs classes et dans plusieurs écoles du Québec. Plus ces pratiques se généralisent et s'affinent, plus le temps passe à l'école devient agréable et fructueux.

Vous dites dans votre lettre qu'il faut que « tous ensemble nous changions l'école avec la collaboration de tous ceux qui voudront nous appuyer ». La réforme scolaire que j'envisage lance exactement le même appel. Elle veut reconstruire l'école sur les besoins éducatifs des étudiants issus d'un milieu donné. Elle requiert la collaboration de tous en renforçant que l'éducation est une tâche commune.

■

Dans l'école de demain, des étudiants du 2^e cycle du secondaire pourront faire partie du conseil d'école, lieu de décision et de responsabilité éducative. Et partout où vous en manifesterez le désir, vous pourrez vous donner un conseil de vie étudiante, qui s'intéressera aussi bien aux questions de la vie pédagogique qu'à celles de la vie parascolaire. Et le conseil d'école sera tenu d'entendre les avis que ce conseil de vie étudiante voudra bien lui donner.

L'école de demain sera aussi l'école de la communauté locale. Qu'il s'agisse d'aide au troisième âge ou aux groupes défavorisés, de tâches écologiques ou de projets de loisirs, d'entreprises éducatives ou de toute autre activité, vous pourrez davantage vivre au cœur de votre communauté une participation à la fois féconde et formatrice.

Je vous invite donc, à mon tour, à développer encore plus une « présence active et responsable ». Cela rejoindra, je crois, l'esprit de l'école encore plus sur le développement des personnes. Faisons de l'école un lieu de partage et de responsabilité et, pour mieux dire peut-être, un lieu de responsabilité partagée. C'est le pari que je fais pour l'école de demain. C'est le pari de la réforme que je m'apprête à vous proposer.

Un avertissement pour Québec, une leçon pour l'université

par
Jean-Guy Paquet

À l'occasion de la collation des grades en sciences de l'administration et en génie de l'Université McGill, M. Jean-Guy Paquet, recteur de l'Université Laval, a reçu un doctorat « honoris causa » en sciences de McGill. Voici un extrait de l'allocution qu'il prononçait à cette occasion.

De leur nature, les universités sont vulnérables devant l'opinion publique et cela, pour une raison majeure : l'université est axée sur le long terme, alors que l'opinion publique est plutôt sensible aux questions vitales du moment et à des réalités comme le chômage, l'inflation, les taux d'intérêt ou les greviers. L'université doit transmettre à l'étudiant la connaissance de principes et de méthodes qui vont lui permettre d'être encore utile à la société dans vingt ou trente ans. Elle a la mission de mener des recherches fondamentales dont les résultats aident à résoudre des problèmes qu'on n'imagine même pas aujourd'hui.

Or, la patience n'est pas le trait le plus caractéristique de l'opinion publique : nos hommes politiques la savent bien, eux qui sont tenus de la mesurer en termes de quatre ou cinq ans.

Mon vieux Sophocle, rien n'a changé

par
Micheline Carrier

De ma brève et juvénile incursion chez les poètes grecs, mon plus beau souvenir est celui d'*Antigone*, création de Sophocle. Antigone, une rebelle, défiant les décrets arbitraires de son oncle, Créon, roi de Thèbes, au nom de l'amour, de la liberté et de la justice. Une femme libre qu'on ne peut s'empêcher d'aimer.

Plusieurs siècles avant Jésus-Christ, à Thèbes, Étœcole et Polynice, successeurs d'Oedipe, s'entre-tuent, le premier en défendant sa patrie, le second en défendant son droit avec l'aide d'étrangers. Créon monte sur le trône. Le même Créon qui avait déjà, par inadvertance, donné en mariage sa soeur Jocaste au propre fils de cette dernière, Oedipe. On sait ce que Freud a en conclu.

Le nouveau roi installe promptement sa tyrannie. Il accorde les honneurs à l'école, mort pour la patrie, et refuse même la sépulture à son frère. Polynice, jugé un traître. Nationalisme, que de bêtises ne commet-on pas en ton nom ? Le cadavre du présumé traître doit être donné en pâture aux chiens et aux oiseaux, et quiconque ignore le décret public encourt la mort. Le peuple, qui désapprouve Créon, se tient coi.

Antigone, déchirée par la mort de ses frères, mais surtout par celle de Polynice, refuse le sort qui lui est fait et va défier le décret : « La mort veut une seule loi pour tous », dit-elle. Elle cherche l'aide de sa soeur Ismène qui lui répond : « Nous sommes des femmes. Antigone. Comment combattre contre des hommes ? Le pouvoir est toujours le plus fort. Il faut lui céder ou s'attendre au pire ». Dans la version moderne, les Isménies disent plutôt : « Faits attention, tu vas te brûler », il ne faut pas heurter, soyons modérées, essayons d'abolir et de changer le pouvoir de l'intérieur ».

Antigone va donc risquer le pire, seule : « Le temps où il me faut plaire aux morts est plus long que celui où je dois plaire aux vivants, dit-elle à sa soeur. Je ne te demande plus rien. Reste ce que tu es ». Et la jeune femme d'aller enlever Polynice.

Pendant ce temps, Créon refuse d'écouter les conseils des vieillards, de dévins, de son fils qui lui apprennent le mécontentement silencieux du peuple. Il ordonne de chercher la personne qui a défini son décret. Antigone comparait devant lui, une Antigone qui admet le fait et dont le soldat qui l'a arrêtée dit : « Elle n'en est même pas effrayée ». C'est à regret qu'il livre « des gens comme elle », dit-il, mais, n'est-ce pas, il y a une chose qui importe avant tout : sauver sa peau. Rien n'a changé, mon pauvre Sophocle. « Et tu as l'audace de transgresser mes lois ? » demande Crémon à Antigone, qui réplique : « (...) Je ne pensais pas que ton

Conseil supérieur de l'éducation, le Gouvernement du Québec a décidé d'imposer aux universités des coupures qu'elles ne peuvent assumer et qui auront les résultats suivants :

■ l'accessibilité aux études universitaires sera de fait compromise, même si le discours officiel maintient cet objectif comme prioritaire ;

■ le Québec ne pourra pas combler les retards considérables qu'il enregistre par rapport à ses voisins en termes de recherche et d'études avancées ;

■ le réseau universitaire subira des dommages dont la réparation coûtera très cher dans quelques années.

Ce n'est pas l'existence de certaines restrictions budgétaires qui pose un problème : tout le monde s'entend pour dire que les universités doivent faire leur part dans l'effort de réduction des dépenses publiques. Mais ce qui est franchement inacceptable, c'est le caractère brusque et l'ampleur des coupures imposées aux universités. Qu'on songe seulement que 50% des restrictions budgétaires dans le secteur de l'éducation sont faites aux dépenses des universités alors qu'elles n'absorbent que 14% du budget total.

Dans cet horizon plutôt noir, la récente enquête scientifique réalisée auprès du public sur les universités et les universitaires jette subitement une étonnante clarté. Interrogés sur leur perception du monde universitaire, des gens ordinaires, représentatifs de toutes les régions du Québec et de toutes les couches de la société, ont exprimé un haut degré de satisfaction.

Interrogés sur leur perception du monde universitaire, des gens ordinaires,

représentatifs de toutes les régions du Québec et de toutes les couches de la société, ont exprimé un haut degré de satisfaction.

Le sondage constitue un très sérieux avertissement pour le Gouvernement. La fragilité de l'Université devant l'opinion publique n'est pas aussi grande qu'on le croyait : les citoyens sont beaucoup plus sensibles qu'on ne l'estimait aux bénéfices de tous ordres qu'ils retirent directement ou indirectement de l'enseignement supérieur. Enfin, ils n'accepteraient pas facilement que, par un financement inadéquat, le Gouvernement compromette l'énorme progrès réalisé au cours des dernières décennies et mette en péril un ensemble d'institutions chères

Ainsi, lorsqu'on demande aux Québécois ce que l'Etat devrait financer prioritairement, les universités viennent au troisième rang, après les soins de santé et la protection de l'environnement, mais, de façon très étonnante, avant le transport en commun, avant le bien-être social, avant l'aide aux entreprises privées et avant les garderies.

De plus, massivement, dans une proportion de 85%, les Québécois sont d'avis que les efforts consacrés par le Gouvernement du Québec au développement des universités au cours des dix dernières années devraient être augmentés ou maintenus. Dans l'ensemble, les Québécois semblent satisfaits de la performance de leurs universités : pour 69% des répondants, les universités remplissent bien leur rôle.

Ce sondage constitue un très sérieux avertissement pour le Gouvernement. La fragilité de l'Université devant l'opinion publique n'est pas aussi grande qu'on le croyait : les citoyens sont beaucoup plus sensibles qu'on ne l'estimait aux bénéfices de tous ordres qu'ils retirent directement ou indirectement de l'enseignement supérieur. Enfin, ils n'accepteraient pas facilement que, par un financement inadéquat, le Gouvernement compromette l'énorme progrès réalisé au cours des dernières décennies et mette en péril un ensemble d'institutions chères

acquises par la société québécoise. Ils savent bien que le progrès social, économique et culturel d'une société comme la nôtre est étroitement lié à son système d'éducation et, de manière particulière, à l'enseignement supérieur.

Ce que ce sondage devrait apprendre de plus important aux universités, c'est combien ils auraient tort de céder au pessimisme. Ils auraient pu se croire isolés dans la défense d'une cause perdue d'avance. Ils auraient pu s'estimer les seuls à être convaincus de l'importance des universités et de leur mission. Ils auraient pu se penser faibles et même impuissants devant un Etat qui impose des contraintes financières aux universités plus qu'à tout autre secteur.

Nous ne sommes plus seuls à revendiquer un support acquis pour l'université. Les universitaires ne sont plus seuls. Le public de toutes les régions du Québec nous appuie.

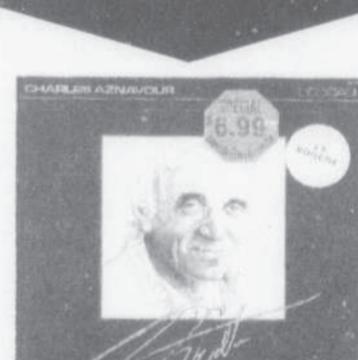
Le recent sondage nous invite à quitter cette voie du pessimisme et à travailler plus fort que jamais à l'accomplissement de notre mission. Il nous invite plutôt à continuer d'exercer nos fonctions avec enthousiasme et à poursuivre un travail qu'on aurait pu croire méconnu, mais qui s'avère au contraire hautement apprécié.

Il n'y a qu'une voie si on veut préserver l'accès et contribuer au développement du Québec : c'est d'investir dans la jeunesse d'aujourd'hui.

Archambault musique et Pro-culture présentent la collection "DÉDICACE"



PPC-5001 CHARLES AZNAVOUR LE PLAT PAYS



PPC-5003 CHARLES AZNAVOUR LA BOHÈME



PPC-5004 CHARLES AZNAVOUR DÉSORMAIS



PPC-5007 JEAN FERRAT NUIT ET BROUILLARD

EN SPÉCIAL
6.99

PPC-5009 JACQUES BREL NE ME QUITTE PAS



PPC-5010 JACQUES BREL L'HOMME DE LA MANCHA



PPC-5012 LÉO FERRÉ L'ESPOR



PPC-5017 JACQUES BREL LES VIEUX

LE MAGASIN DE MUSIQUE LE PLUS COMPLET AU CANADA

Ed Archambault INC.

500 EST, RUE STE-CATHERINE 849-6201